

RÉUNION DE LA COMMISSION RÉGIONALE DE DISCIPLINE

SÉANCE DU [REDACTED]

Dossier N° [REDACTED] – 2024/2025

AFFAIRE [REDACTED]

Vu les Règlements Généraux de la FFBB et ses annexes ;

Vu les Règlements Officiels de la Fédération Internationale de Basket-ball (FIBA) ;

Vu le Règlement Disciplinaire Général de la Fédération Française de Basket-ball (FFBB), et ses Annexes ;

Vu la Charte Éthique (FFBB) ;

Vu le rappel réalisé en séance quant au droit de se taire des mis en cause ;

Vu le rapport d'instruction ;

Vu la feuille de marque de la rencontre ;

Après avoir entendu par visioconférence Mesdames [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED], et Monsieur [REDACTED], Président ès-qualité [REDACTED], régulièrement convoqués ;

Après avoir constaté l'absence non excusée de M. [REDACTED], régulièrement convoqué ;

Mme. [REDACTED] ayant eu la parole en dernier ;

Après étude de l'ensemble des pièces composant le dossier ;

Les débats s'étant tenus publiquement.

Faits et procédure

Des faits sanctionnables auraient eu lieu lors de la rencontre [REDACTED] DM2 [REDACTED] opposant [REDACTED] à [REDACTED].

Il apparaît que les arbitres de la rencontre auraient constaté un manque d'impartialité de la table de marque, notamment en raison de contestations répétées des décisions arbitrales. La chronométreuse, en particulier, aurait adopté un comportement irrespectueux à l'égard des arbitres, en contestant verbalement certaines décisions, et en prenant à plusieurs reprises l'initiative de déclencher des temps morts sans leur accord.

Elle aurait également tenu des propos jugés déplacés et discriminatoires à l'encontre de Mme [REDACTED] arbitre 2. Selon les arbitres, elle lui aurait déclaré : « Retourne dans ton [REDACTED] alors ! », Mme [REDACTED] étant originaire de ce département.

Par ailleurs, le joueur A■■■, M. ■■■■ aurait reçu deux fautes techniques. En quittant le terrain, il aurait tenu des propos inappropriés en déclarant : « Moi, tu me fais pas ça, c'est moi qui décide ici, je fais ce que je veux et toi tu feras rien. » Il se serait ensuite assis sur le banc. Les deux arbitres auraient alors demandé au délégué du club d'intervenir pour qu'il quitte le terrain, voire le gymnase, ne se sentant plus en sécurité.

En se dirigeant vers la sortie, le joueur aurait proféré des menaces : « Vous allez voir, je vais bousiller le match. Ici, c'est chez moi, je fais ce que je veux. Et si je veux, je le ferme ce gymnase et on ne finira pas le match. »

Conformément à l'article 10.1.4 du Règlement Disciplinaire Général de la FFBB, la Commission Régionale de Discipline a été saisie d'un dossier disciplinaire par la Secrétaire Générale de la Ligue.

Régulièrement saisie, la Commission Régionale de Discipline a ouvert une procédure disciplinaire à l'encontre des personnes physiques et morales suivantes :

- M ■■■■, licence ■■■■, joueur A■■■ ;
- Mme ■■■■, licence ■■■■ Chronométrateur
- Mme ■■■■, licence ■■■■ Marqueur
- Mme ■■■■, licence ■■■■ Aide-marqueur
- Mme ■■■■, licence ■■■■ Arbitre 1;
- Mme ■■■■, licence ■■■■ Arbitre 2;
- M. ■■■■, ■■■■, Président ès-qualité ■■■■
■■■■
- Association sportive ■■■■ ;

Dans le cadre de l'étude du présent dossier, une instruction a été diligentée et les mis en cause ont été invités à, notamment, présenter des observations écrites ainsi que toutes pièces leur paraissant utiles quant à leur défense.

Les mises en cause ont régulièrement été informés de l'ouverture d'une procédure disciplinaire à leur encontre et des faits qui leur sont reprochés par mail avec accusé de réception et confirmation de lecture daté du 6 mai 2025 afin de participer à la réunion prévue le 15 mai 2025.

Sur l'instruction :

La chargée d'instruction, ■■■■ conclut que : « *Les arbitres soulignent un manque de neutralité de la part de la table de marque, avec des commentaires récurrents sur leurs décisions, malgré un rappel à l'ordre.*

Elles rapportent également des contestations qui auraient été répétées de la part des joueurs de ■■■■ et des erreurs de la chronométreuse, notamment lors de la gestion des temps morts, ce qui aurait provoqué des tensions.

Les arbitres décrivent également le comportement inapproprié du joueur A■■■, qui aurait été sanctionné par deux fautes techniques pour des propos irrespectueux et un geste violent envers

le ballon, menant à son exclusion. A■ aurait proféré des menaces en quittant le terrain, ce qui aurait conduit les arbitres à demander son expulsion du gymnase par le délégué de club.

Mme ■■■■■, en tant que marqueur, reconnaît un manque d'impartialité mais nie tout soutien à A■ de la part de la table de marque, affirmant que son comportement n'aurait pas été approprié. Ces remarques seraient appuyées par Mme ■■■■■

Mme ■■■■■, la chronométreuse, réfute tout propos discriminatoire et explique que ses échanges avec les arbitres devraient être remis dans leur contexte, tout en admettant des tensions verbales.

De plus, les arbitres auraient eu des propos inappropriés à l'encontre d'A■, notamment : « Tu verras, tu ne joueras plus jamais au basket, je te le dis, tu ne joueras plus. ».

Lors de la réunion:

Mme ■■■■■ mentionne que elle et sa collègue auraient sifflé en même temps contre le joueur A■, ce dernier aurait exigé des lancers francs, puis se serait emporté contre elles en parlant de façon « insolente ». Elle aurait sanctionné ce joueur d'une première FT en raison des mots inappropriés qu'il aurait prononcés sur le moment : « ah non ce n'est pas possible de siffler comme ça ». Lors de la remise en jeu, le joueur aurait pris le ballon et lui aurait donné un coup de pied contre le mur, donc sa 2FT aurait été infligée, et exclusion du terrain. Il se serait alors assis sur le banc en disant : « Moi, tu me fais pas ça, c'est moi qui décide ici, je fais ce que je veux et toi tu ne feras rien. » Il aurait proféré des menaces telles que : « Vous allez voir, je vais bousiller le match. Ici, c'est chez moi, je fais ce que je veux. Et si je veux, je ferme ce gymnase et on ne finira pas le match. » Ils auraient aussi rapporté que les membres de la table n'auraient pas été neutres et auraient critiqué l'arbitrage, malgré les rappels des arbitres, et que la table aurait continué.

Mme ■■■■■ confirme les propos de l'arbitre 1, décrivant le match comme tendu, émotionnellement et sportivement parlant. Elle indique que l'impartialité de la table n'aurait pas été au rendez-vous. Elle rapporte les propos de Mme ■■■■■ : « pas parce que vous avez une casquette d'arbitre qu'il faut prendre les gens de haut », à quoi l'arbitre aurait répondu : « je ne suis pas de ■■■■■ je viens du ■■■■■ », ce qui aurait conduit à une réplique de Mme ■■■■■ selon laquelle elle devrait retourner dans le ■■■■■. Elle mentionne que la salle, assez grande, aurait permis d'entendre au centre du terrain des chuchotements, des sifflements et des critiques venant de la table.

Mme ■■■■■ indique ne pas avoir manqué de respect aux arbitres, mais aurait déclaré que la seule chose qu'elle avait dite était : « ce n'est pas parce que vous avez une casquette d'arbitre que vous avez tous les droits il faut favoriser le dialogue ». L'arbitre aurait répondu : « je m'en fiche, je viens du ■■■■■ », ce à quoi Mme ■■■■■ aurait répliqué : « alors reste chez toi ». Elle reconnaît qu'au niveau de la table, il y aurait eu des contestations envers les arbitres, mais qu'à aucun moment elle n'aurait manqué de respect.

M. ■■■■■ confirme que les commentaires de la table n'auraient pas eu lieu d'être. Concernant l'échange entre le joueur A■ et l'arbitre 1, ce dernier aurait dit : « tu ne joueras plus jamais au basket », ce qui aurait accentué les échanges.

Mme ■■■■■ mentionne qu'après des commentaires à la table, les arbitres l'auraient rappelée à l'ordre, après quoi les contestations à la table auraient cessé, les commentaires se limitant aux

échanges entre les membres de la table. Selon elle, ils auraient juste soutenu leur équipe. Il y aurait eu cinq personnes à la table, entre délégué, chronométreur, etc. Elle aurait jugé le comportement du joueur A■■ pas tolérable sur le terrain, estimant ce qu'il aurait fait comme inacceptable.

M. ■■■ ne confirme pas les contestations de la table de marque, car il ne se serait pas trouvée de ce côté, mais confirme que le comportement du joueur A■■ aurait été inacceptable.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la Commission Régionale de Discipline prend en considération l'ensemble des éléments qui lui ont été apportés dans le cadre de l'examen du présent dossier.

La Commission Régionale de Discipline considérant que :

Sur la mise en cause de M. ■■■ :

Monsieur ■■■ a été mis en cause sur le fondement des articles 1.1.1, 1.1.2, 1.1.5, 1.1.8, 1.1.10, 1.1.12, 1.1.13 de l'Annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général de la FFBB, qui prévoit que peut être sanctionnée toute personne morale/physique :

1.1.1 : qui aura contrevenu aux dispositions des différents statuts ou règlements fédéraux, régionaux, départementaux ou de la Ligue Nationale de Basket-ball ;

1.1.2 : qui aura eu un comportement contraire à la Charte d'Ethique ;

1.1.5 : qui aura commis une faute contre l'honneur, la bienséance, la discipline sportive ou n'aura pas respecté la déontologie sportive à l'égard de la Fédération, d'un organisme fédéral, d'une association ou société sportive ou d'un licencié ;

1.1.8 : qui n'aura pas transmis de rapport ou répondu dans les délais aux demandes de renseignements lors de l'instruction d'une affaire ;

1.1.10 : qui aura été à l'origine, par son fait ou par sa carence, d'incidents, avant, pendant ou après la rencontre ;

1.1.12 : qui aura ou aura tenté d'offenser, insulter ou frapper un officiel, un licencié ou un spectateur ;

1.1.13 : qui aura commis ou tenté de commettre des faits de violence de quelque nature que ce soit ;

Au vu de l'étude du dossier et des éléments apportés, il est établi que Monsieur ■■■ a reçu deux fautes techniques. En quittant le terrain, il a tenu des propos inappropriés en déclarant : « Moi, tu ne me fais pas ça, c'est moi qui décide ici, je fais ce que je veux et toi tu ne feras rien. » Il s'est ensuite assis sur le banc. Les deux arbitres ont alors demandé au délégué du club d'intervenir pour qu'il quitte le terrain, voire le gymnase, ne se sentant plus en sécurité. En se dirigeant vers la sortie, le joueur a proféré des menaces : « Vous allez voir, je vais bousiller le match. Ici, c'est chez moi, je fais ce que je veux. Et si je veux, je ferme ce gymnase et on ne finira pas le match. »

Il convient de rappeler au licencié qu'en vertu de la Charte des Officiels de la Fédération Française de Basket-Ball, énoncée en son Titre II relatif à la gestion de l'activité des officiels, «

l'arbitre est le directeur du jeu et son jugement fait toujours autorité ». Il y est également précisé que l'arbitre « exerce une mission de service public et sa bonne foi est présumée ». Dès lors, s'ils l'estiment nécessaire, les arbitres ont le pouvoir de prendre toute décision visant au bon déroulement d'une rencontre, quels que soient les faits de jeu ou le contexte particulier.

Par conséquent, tout licencié, quelle que soit sa fonction, s'engage à respecter l'ensemble des acteurs d'une rencontre de basket-ball, et tout particulièrement les officiels, notamment en ce qui concerne les décisions qu'ils prennent dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout licencié se doit d'adopter un comportement exemplaire, en toutes circonstances. Le Préambule de la Charte Éthique de la FFBB rappelle que « le basket-ball est un sport universel pratiqué sur tous les continents [...] et se doit ainsi d'être porteur de valeurs morales exemplaires, qui en font un moyen d'éducation, d'épanouissement, d'intégration sociale et de promotion de l'Homme ». Le développement de ce sport passe ainsi par la diffusion d'une image positive, permettant à chacun de s'identifier et de s'attacher aux acteurs des différents championnats.

En application de cette Charte Éthique, les acteurs du jeu doivent pleinement avoir conscience que leur comportement a une incidence directe sur l'image du basket-ball. À ce titre, ils doivent adopter en toutes circonstances une attitude courtoise et respectueuse, et s'interdire, tant envers les autres acteurs du jeu qu'envers toute autre personne, de formuler des critiques, injures ou moqueries, et, de manière générale, de se livrer à toute forme d'agression verbale, physique ou d'incitation à la violence.

En l'espèce, le comportement adopté à l'encontre du corps arbitral constitue un manquement grave aux règles de conduite attendues d'un licencié. Il est inacceptable et ne saurait être toléré.

En conséquence, la Commission Régionale de Discipline décide d'entrer en voie de sanction à l'encontre de M. [REDACTED].

Sur la mise en cause de officiels à la table de marque: Mme. [REDACTED], Mme [REDACTED], Mme [REDACTED]:

Les licenciés ont été mis en cause sur le fondement des articles 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.5, 1.1.8, 1.1.10 et 1.1.12 de l'Annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général de la FFBB, qui prévoit que peut être sanctionnée toute personne morale/physique :

1.1.1: Qui aura contrevenu aux dispositions des différents statuts ou règlements fédéraux, régionaux, départementaux ou de la Ligue Nationale de Basket-ball ;

1.1.2 : Qui aura eu un comportement contraire à la Charte d'Éthique ;

1.1.3 : Qui aura contrevenu aux dispositions de la réglementation des officiels ;

1.1.5 : Qui aura commis une faute contre l'honneur, la bienséance, la discipline sportive ou n'aura pas respecté la déontologie sportive à l'égard de la Fédération, d'un organisme fédéral, d'une association ou société sportive ou d'un licencié ;

1.1.8 : Qui n'aura pas transmis de rapport ou répondu dans les délais aux demandes de renseignements lors de l'instruction d'une affaire ;

1.1.10 : Qui aura été à l'origine, par son fait ou par sa carence, d'incidents, avant, pendant ou après la rencontre

1.1.12 : qui aura ou aura tenté d'offenser, insulter ou frapper un officiel, un licencié ou un spectateur ;

Au vu de l'étude du dossier et des différents éléments apportés, il est établi que les officiels à la table de marque ont contesté et porté des critiques à l'encontre des décisions arbitrales.

Il s'agit de rappeler que tout licencié, quelle que soit sa fonction, s'engage à respecter l'ensemble des acteurs d'une rencontre de basket-ball, et tout particulièrement les officiels, notamment en ce qui concerne les décisions qu'ils sont amenés à prendre dans l'exercice de leurs fonctions. Le respect de ces principes est un fondement essentiel au bon déroulement des compétitions et à l'image du basket-ball.

La Charte Éthique de la Fédération Française de Basket-Ball rappelle, dans son préambule, que « le basket-ball est un sport universel [...] porteur de valeurs morales exemplaires, qui en font un moyen d'éducation, d'épanouissement, d'intégration sociale et de promotion de l'Homme ». Le développement et la pérennité de ce sport passent ainsi par la diffusion d'une image positive, portée par des comportements exemplaires.

En application de cette Charte, il est expressément attendu des acteurs du jeu qu'ils aient pleinement conscience de l'impact de leur comportement sur l'image du basket-ball. À ce titre, ils doivent en toutes circonstances faire preuve de courtoisie et de respect, et s'interdire toute forme d'insulte, critique ou moquerie, ainsi que toute agression verbale, physique ou incitation à la violence.

En l'espèce, il est établi que les licenciées ont contesté à plusieurs reprises les décisions arbitrales et ont adopté un comportement irrespectueux envers les arbitres, contestant verbalement leurs décisions. Faits reprochables qui constituent des infractions et sont répréhensibles à la lumière de la réglementation fédérale et régionale.

La Commission tient à rappeler que les Officiels de Table de Marque, dans l'exercice de leurs fonctions, sont investis d'une mission essentielle pour le bon déroulement de la rencontre. À ce titre, ils doivent faire preuve d'une impartialité absolue et veiller à appliquer les règlements en vigueur.

En conséquence, la Commission Régionale de Discipline décide d'entrer en voie de sanction à l'encontre de Mme. [REDACTED], [REDACTED], Mme [REDACTED], Mme [REDACTED].

Sur la mise en cause des arbitres: Mme [REDACTED] et Mme [REDACTED] :

Les licenciés ont été mis en cause sur le fondement des articles 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.5 et 1.1.8 de l'Annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général de la FFBB qui prévoit que peut être sanctionnée toute personne morale/physique :

1.1.1 : qui aura contrevenu aux dispositions des différents statuts ou règlements fédéraux, régionaux, départementaux ou de la Ligue Nationale de Basket-ball ;

1.1.2 : qui aura eu un comportement contraire à la Charte d'Ethique ;

1.1.3 : Qui aura contrevenu aux dispositions de la réglementation des officiels ;

1.1.5 : qui aura commis une faute contre l'honneur, la bienséance, la discipline sportive ou n'aura pas respecté la déontologie sportive à l'égard de la Fédération, d'un organisme fédéral, d'une association ou société sportive ou d'un licencié ;

1.1.8 : qui n'aura pas transmis de rapport ou répondu dans les délais aux demandes de renseignements lors de l'instruction d'une affaire ;

Au vu de l'étude du dossier et des éléments, il est établi que les arbitres ont rempli leur mission conformément à la réglementation, et qu'aucune infraction disciplinaire ne peut être retenue.

En conséquence, la Commission Régionale de Discipline décide de ne pas entrer en voie de sanction à l'encontre de Mme [REDACTED] et de Mme [REDACTED].

Sur la mise en cause du club de [REDACTED] et de son Président ès-qualité M. [REDACTED] :

Au titre de la responsabilité ès-qualité, le club [REDACTED] et son Président ès-qualité M. [REDACTED] ont été mis en cause sur le fondement de l'article 1.2 de l'Annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général qui prévoit que : « Le Président de l'association ou société sportive ou, dans le cas d'une association sportive omnisports, le Président de la section Basket-ball sont responsables ès-qualité de la bonne tenue de leurs licenciés ainsi que de leurs accompagnateurs et « supporters ». Il en est de même pour l'association ou société sportive qui peut être disciplinairement sanctionnée du fait de l'attitude de ses licenciés, accompagnateurs et supporters ». Par ailleurs, ils ont été mis en cause sur le fondement de l'article 1.3 du même texte.

En l'espèce, il est établi que plusieurs Officiels de Table de Marque (OTM), pourtant tenus à une stricte neutralité dans l'exercice de leurs fonctions, ont émis des critiques récurrentes à l'égard des décisions arbitrales pendant la rencontre, et ont eu un comportement verbalement contestataire envers les arbitres. Ces agissements sont incompatibles avec leur rôle d'officiels de table de marque.

Leur conduite a contribué à alimenter un climat de tension sur le terrain, renforçant la pression sur le corps arbitral et perturbant le bon déroulement du match.

Conformément à l'article 1.2 du Règlement Disciplinaire Général, le club est tenu responsable du comportement de ses licenciés : « Toute association ou société sportive est responsable du comportement de ses membres, dirigeants, licenciés, salariés ou bénévoles pendant les

manifestations sportives auxquelles elle participe. » À ce titre, le club est donc responsable du comportement de: Mme. [REDACTED], Mme [REDACTED], Mme [REDACTED].

De plus, en vertu de l'article 1.3 du même texte, il incombe donc au club [REDACTED], en tant qu'entité organisatrice de veiller à ce que l'ensemble de ses représentants – y compris les OTM – respectent leur devoir d'exemplarité, de réserve et de neutralité. Ainsi, au regard de la gravité des faits rapportés, la Commission estime que la responsabilité du club et de son président ès-qualité est engagée, en application des articles précités.

Par ailleurs, au regard du comportement de Monsieur [REDACTED] il est à rappeler qu'en vertu de sa responsabilité ès-qualité, les clubs et leur Président ès-qualité sont tenus, afin d'anticiper et d'éviter ce type d'incidents, de responsabiliser et sensibiliser leurs licenciés au regard de leurs comportements et des conséquences de leurs actes de façon à ce qu'ils comprennent qu'il est nécessaire d'avoir une attitude correcte et en adéquation avec la déontologie et la discipline sportive en toute circonstance, que ce soit sur et en dehors d'un terrain de Basketball.

En conséquence des éléments exposés ci-dessus, la Commission Régionale de Discipline décide d'entrer en voie de sanction à l'encontre de l'association sportive [REDACTED], sous couvert de son Président ès-qualité, M. [REDACTED], toutefois de ne pas engager de procédure de sanction, à titre personnel, à l'encontre de ce dernier.

PAR CES MOTIFS :

La Commission Régionale de Discipline décide :

- D'infliger à M. [REDACTED], une interdiction de participer aux compétitions et/ou manifestations sportives pour une durée de trois (3) mois ferme assortie de six (6) mois de sursis.
[REDACTED]
[REDACTED]
- D'infliger à Mme [REDACTED], un avertissement ;
- D'infliger à Mme [REDACTED], un avertissement ;
- D'infliger à Mme [REDACTED], un avertissement ;
- D'infliger une amende de deux cents euros (200€) à l'association sportive [REDACTED] s/c de son président ès-qualité, toutefois de ne pas entrer en voie de sanction, à titre personnel, à l'encontre de ce dernier.
- De ne pas entrer en voie de sanction à l'encontre de Mme [REDACTED] ;
- De ne pas entrer en voie de sanction à l'encontre de Mme [REDACTED].

En application de l'article 23.3 du Règlement Disciplinaire Général (FFBB), la Commission rappelle qu'un licencié ne peut, pendant la durée de son interdiction : participer aux compétitions et/ou manifestations sportives, participer à des rencontres officielles ou amicales, et représenter une association ou société sportive vis-à-vis de la Fédération, des organismes fédéraux et des autres associations ou sociétés sportives.

Cette décision pourra être assortie d'une mesure de publication anonyme sur le site internet de la Ligue pour une durée de 4 ans.

En application de l'article 25 du Règlement Disciplinaire Général, le délai de révocation du sursis est de 3 ans.